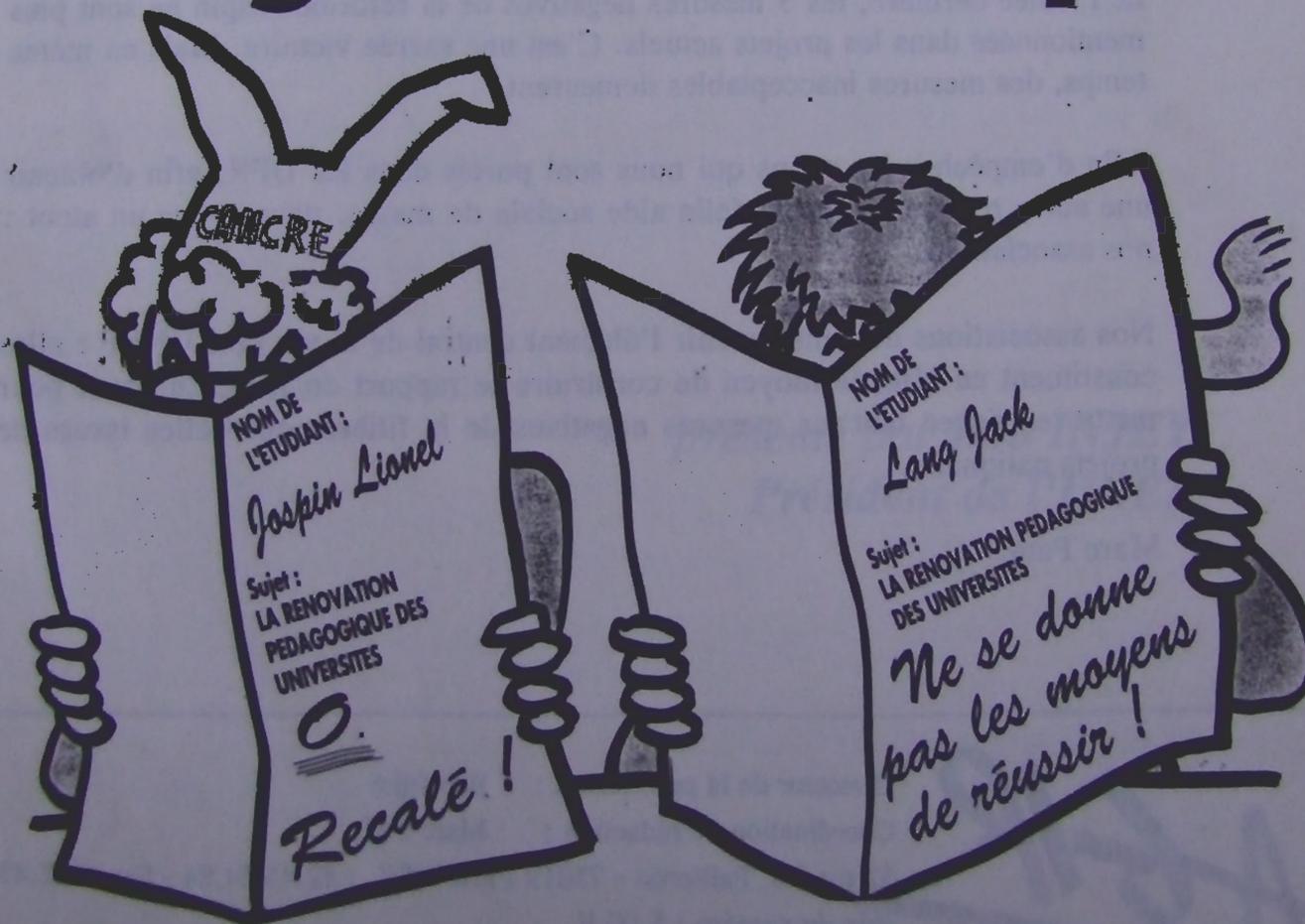




52 rue Ed. Pailleron
75019 Paris
Tél. : 42.45.84.84
Fax : 42.45.51.42

AGIR

Réforme : Lang rend sa copie



Edito

LANCONS EN GRAND LA BATAILLE SUR LA RENOVATION PEDAGOGIQUE ET L'AIDE SOCIALE PAR NOS ASSOCIATIONS

Autant le gouvernement a dû reculer sur les projets nationaux de sa rénovation pédagogique, autant il met en oeuvre sa politique UFR par UFR, université par université.

13 UV en Histoire à Toulouse sont supprimées, diminution du numerus clausus en Médecine (4 000 étudiants admis en 2^{ème} année en 1991, 3 750 en 1992 et 3 500 en 1993), suppression du Deug Culture et Communication à Grenoble, réforme des IUT, réduction du nombre d'heures, suppression de 11 filières...), réforme des 3^{ème} cycle (fin session de septembre pour les DEA, limitation à 3 ans pour réaliser sa thèse...).

D'une part, des mesures fort néfastes aux intérêts des étudiants sont mises en place dans les UFR, et d'autre part le gouvernement a dû reculer lors de l'élaboration de sa rénovation pédagogique. En effet, à la suite du mouvement de l'année dernière, les 5 mesures négatives de la réforme Jospin ne sont plus mentionnées dans les projets actuels. C'est une sacrée victoire. Mais en même temps, des mesures inacceptables demeurent.

Afin d'empêcher les coups qui nous sont portés dans les UFR, afin d'obtenir une autre réforme, et une réelle aide sociale de masse, nous avons un atout : nos associations.

Nos associations doivent devenir l'élément central de la vie de l'UNEF : elles constituent en effet le moyen de construire le rapport de force suffisant pour mettre en échec tant les mesures négatives de la filières que celles issues de projets nationaux.

Marc Petit.

AGIR

Directeur de la publication : Bob Injey

Coordination de rédaction : Marc Petit

52, rue Ed. Pailleron - 75019 Paris - Tél. : 42.45.84.84 - Fax. : 42.45.51.42

Prix du numéro : 5,00 F

Tirage : 1 000 exemplaires

COLLECTIF NATIONAL LE 16 JANVIER 1993 A PANTIN

*présenté par Bob INJEY
Président de l'UNEF*

Cher camarade,

L'année 92 aura été celle de tous les paradoxes.

D'un côté, un gouvernement qui multiplie les coups portés à l'université et à nos conditions d'étude. C'est la réforme Jospin, la mise en place des prêts bancaires, la généralisation des IUFM, des IUP... De l'autre, des étudiants qui ripostent et des luttes qui aboutissent.

Cette dualité montre qu'entre la logique de remodelage de l'université qui anime le gouvernement d'une part, et l'aspiration et les exigences des étudiants d'autre part, rien n'est joué d'avance, tout au contraire, tout se joue au jour-le-jour dans le rapport de force que nous sommes en capacité, ou pas, de construire dans chaque UFR, chaque filière.

Cette situation, somme toute nouvelle, offre des grandes possibilités pour la lutte revendicative à l'université, à la condition que l'on s'en saisisse. Mais avant d'aborder cette question, je vous propose dans un premier temps de faire le point sur l'aggravation de la situation et des coups portés.

Et de voir ensuite l'état d'esprit des étudiants et potentiel de lutte qui existe.

I - AGGRAVATION DE LA SITUATION, COUPS PORTÉS

Aujourd'hui à l'université, nos conditions de vie et d'étude s'aggravent, se détériorent. Faute d'une bourse, d'une chambre en cité-U, parce-que les conditions d'étude sont déplorables, ils sont déjà des dizaines de milliers à abandonner leurs études.

Ce constat peut nous paraître somme toute banal ou classique. Mais, rappelons-nous combien nous étions dans nos amphis le jour de la rentrée.

Aujourd'hui, combien en restent-ils ?

Le jour des examens à combien allons-nous terminer ?

Ce constat que l'on peut faire tous les jours, de nos conditions de vie et d'étude, n'est ni banal ni classique ; il est dramatique et par la même inacceptable. Inacceptable que chaque année 50 % quittent l'université sans diplôme, inacceptable cette sélection sociale, ce gâchis d'intelligence.

Plus personne ne peut cacher cette réalité. Si ce n'est Jack Lang, pas avare d'envolée lyrique, ou quelques médias aveugles. Comme le journal "L'Etudiant" qui titre -"Resto-U : Bientôt dans le "gault-millau" ! Affirmation pleine de mépris pour les étudiants.

Les analyses plus sérieuses confirment quant à elles, qu'à l'université comme dans la société, les inégalités s'accroissent et se développent.

Les organismes officiels, peu suspects de sympathie aux discours de l'UNEF, ne peuvent même plus dissimuler cette réalité.

Ainsi le Comité National d'évaluation émet, pudiquement, dans son rapport au Président de la République (juin 92), des doutes sur l'amélioration substantielle de nos conditions de vie et d'étude.

C'est le CREDOC qui, dans son rapport d'octobre 92, constate la charge grandissante que représentent les études supérieures pour les parents, dans une période où le pouvoir d'achat baisse et où l'aide directe et indirecte aux étudiants diminue.

C'est l'INSEE qui, en janvier, reconnaît un développement des inégalités devant la santé. Phénomène à lier avec la démutualisation des étudiants.

C'est l'observatoire de la vie étudiante qui met en évidence dans son rapport de juin 92 l'accroissement des inégalités réelles à l'université.

Cette situation de crise, de manque de moyens à l'université cette aggravation de la situation, frise le délire et peut aboutir à la catastrophe dans certains cas.

C'est l'incendie de la Sorbonne. Ascenseur vétuste, absence quasi-totale de matériel incendie, deux étudiants blessés. Pour symbolique qu'il soit, cet incendie est révélateur d'une situation où peu d'universités sont en conformité avec les règles de sécurité, faute de moyens.

C'est la multiplication des droits d'inscription pour tout et n'importe quoi, qui plongent dans la plus totale illégalité les universités, et enfonçant un peu plus les étudiants. C'est ces mêmes universités qui placent les fonds de la CSE en sicav, alors même que des étudiants ne peuvent pas payer les droits d'inscription, ex : 13 millions à PVIII.

En quelques années, la population étudiante est passée de 1,2 à près de 2 millions aujourd'hui.

Cette explosion du nombre d'étudiants ne s'est pas accompagnée d'une augmentation des moyens en locaux, personnel en conséquences. Tout au contraire. Par étudiant, il y a moins d'enseignant, moins de locaux disponibles.

Les lundis 18 et 25, le CNESER doit donner son avis sur la rénovation pédagogique des filières Lettres et Droit.

Cela est sensé constituer la phase finale d'un long processus qui fut lancé en 1989 avec la loi d'orientation de Jospin. La logique essentielle de tout ce processus est simple. Comment gérer l'explosion des flux étudiants à l'université sans consentir de moyens supplémentaires, sans avoir le débat sur les besoins et les aspirations qui existent, sur la formation dont on a besoin et les moyens que l'on se donne.

Aux exigences de formations de 2 millions d'étudiants à l'enjeu que cela constitue, le gouvernement a fait d'autres choix, celui de se désengager, de brader nos formations, de liquider l'aide sociale et de livrer des pans entiers de la formation aux besoins immédiats du patronat.

Ce remodelage de l'université, on l'a déjà analysé lors de notre congrès et des derniers Collectifs Nationaux mais j'y reviens rapidement pour redonner sa cohérence. Ce remodelage donc, prend appui sur 3 piliers.

A) Structurel avec le plan Université 2000 qui introduit le désengagement financier de l'Etat vers les collectivités locales, les agents économiques et les étudiants. C'est tout le processus de la contractualisation, véritable chantage permanent qui lie l'ouverture de la manne financière pour les universités, à l'acceptation des conditions et restrictions du ministère. Suppressions de filières, diminution du taux d'encadrement, les contrats quadriennaux entraînent de graves détériorations de nos conditions d'étude.

C'est toujours dans le cadre d'U2000, tout le "schéma d'aménagement universitaire" qui voit l'explosion du tissu universitaire et la multiplication des antennes délocalisées, des départements d'IUT isolés. Ces structures universitaires offrent aucune possibilité d'études au-delà de bac+2. C'est le développement des IUP.

Conséquence : la hiérarchisation des universités, avec quelques pôles d'excellence d'un côté et de l'autre des universités de seconde zone.

B) Social : le plan social étudiant.

Mi-décembre, le ministère a tiré avec les organisations signataires du PSE, un bilan, 18 mois après la signature. Une remarque linéaire : l'UNEF, qui constitue une des deux organisations les plus représentatives, n'a pas été associée à cette table ronde, ce qui pose un grave problème de démocratie. En effet, seules ont eu le droit de donner leur avis, les organisations qui, au préalable, avaient tout accepté. L'UNEF qui a refusé de signer pour marquer son refus des prêts bancaires, a été exclue. Procédé on ne peut plus antidémocratique, qui peut ouvrir la voie à tout excès où seuls seraient considérés comme interlocuteurs, ceux qui se soumettent.

La philosophie qui anime le gouvernement avec le PSE est clair.

Accueillir plus d'étudiants certes, mais sans pour autant s'en donner les moyens. Pour se faire, c'est la privatisation des services du CROUS, c'est les prêts. L'aide sociale au sens strict, ne concernerait plus qu'une marge, insolvable.

Pour les autres, faisons jouer la "solidarité" comme nous y invite la MNEF ; dévoyons les aspirations.

- Aspiration à être indépendants : prêts bancaires,
- Aspiration à vivre mieux : resto-U de luxe,
- Aspiration à gérer sa santé : majorité à 18 ans,
- Aspiration à manger mieux : chaîne de resto-U à suppléments.

Et l'on pourrait continuer longuement la liste. Un constat pour le gouvernement, les étudiants sont de plus en plus nombreux, un mot d'ordre : rentabilisons !!

Etat, banque, CROUS et MNEF jouent ce jeu. Pour autant, ces beaux projets trouvent une opposition, des limites.

C'est l'échec des prêts.

C'est l'échec, de la majorité sociale à 18 ans.

C'est enfin les luttes engagées par les étudiants et les acquis, j'y reviendrais tout à l'heure.

C) Troisième pilier de ce remodelage, la rénovation pédagogique. Avec le charcutage des Deug et Licence Maîtrise, le ministère escomptait bien accueillir plus d'étudiants tout en faisant bien peu de frais si ce n'est même des économies.

Accueillir plus de monde, les parquer et sélectionner. Tout cela avec le minimum de moyens. C'était tout le sens du projet Jospin dont l'objectif "mieux former" était bien le cadet des soucis.

Le recul imposé par le mouvement étudiant a contraint le ministère à revoir à la baisse ses ambitions, comme nous le verrons plus loin.

Sous le rapport de force que les étudiants ont créé, il a cédé et cédé d'autant plus dans les filières où les étudiants mènent bataille, il n'abandonne pas pour autant ses objectifs, et des mesures inacceptables demeurent.

Ainsi les textes encore trop flous peuvent laisser la porte ouverte à une perte, de fait, du caractère national des diplômes. C'est tout le débat sur le pourcentage des programmes nationaux dans les futures maquettes. C'est le risque de voir apparaître des Deugs bi-disciplinaires avec tout ce que cela peut comporter.

En sciences c'est la suppression de près de 20 diplômes de second cycle.

Pour les IUT et BTS c'est l'incertitude qui demeure sur la possibilité de passerelle, alors que 40 % de ces étudiants désirent poursuivre leurs études.

Autre insuffisance de taille et qui conditionne tout le reste. Quel moyen on dégage pour mettre en place tout cela ? Juste un exemple, l'apprentissage de la langue vivante pour les 1ères années nécessite la création de centaines de labos de langue et de milliers de postes d'enseignants. Et ce, dès la rentrée 93. Là-dessus, silence.

Ce silence de la part du ministère, le flou qui entoure certains aspects des textes, les aspects négatifs, la précipitation dans laquelle on discute les textes sans véritable concertation, ont amené l'UNEF -tout en prenant toute sa part dans le débat- à refuser de prendre part au vote sur les arrêtés.

Les IUT sont eux aussi, l'objet d'attaque de la part du ministère. Plusieurs mesures pèsent gravement sur ces formations. Avec la volonté d'accueillir plus d'étudiants, pour le même budget là-encore. Cela au détriment des heures de cours (200 à 300 heures de moins, selon les filières).

Volonté de supprimer les filières qui ne délivrent pas au moins 1000 diplômes par an, ce qui, au chiffre d'aujourd'hui, entraînerait la suppression de 10 filières sur 23. Volonté de limiter à 15 % la poursuite d'études au-delà du DUT, ce qui va totalement à l'encontre des aspirations de ces étudiants.

II - ETAT D'ESPRIT DES ETUDIANTS, POTENTIEL DE LUTTE

Le chantage de la contractualisation, la casse de l'aide sociale, le nivellement par le bas de nos formations, le saccage aux examens.

Cette situation n'est plus supportable et elle est vécue tel quel par les étudiants. Leur état d'esprit le montre et les différents sondages s'en font largement les échos. Echo d'une forte volonté de réussir ses études. Au 70 %, c'est la 1ère préoccupation des étudiants (Talents Déc.92).

Parallèlement à cela, une incertitude grandissante par rapport à l'avenir. Dans "Le Monde de l'Education" (janvier 93), ils étaient 59 % en janvier 89 à penser que l'Europe est un frein au chômage. Ils ne sont plus que 44 % en 93.

Sur le chômage, ils sont 54 % à le considérer tout à fait possible. Situation d'autant plus difficile que près d'un étudiant sur cinq, en Deug, se voit imposer sa filière d'inscription. Ravel est passé par là.

Aspiration aux études, incertitude de l'avenir mais aussi et surtout volonté de changement. C'est ainsi et bien que cela ne concerne pas directement les étudiants, que 96 % des lycéens aspirent à ce que la société change. Chez les étudiants, les différents sondages après Maastricht ont mis eux aussi en évidence, cette volonté de changement. Cette insatisfaction qui existe des conditions de vie et d'études. Mesurons bien ce que cela représente en potentiel de disponibilités et ayons toujours le souci de ne jamais être en-dessous de la colère ou du mécontentement des étudiants. Cette disponibilité à agir on l'a rencontrée dans notre activité, lors du mouvement Jospin, avec les chaînes d'inscription sur Paris mais aussi la province, comme dernièrement encore sur St Etienne. Les étudiants sont disponibles à agir à la condition d'être maîtres de leur mouvement. C'est ce que nous disons dans notre résolution du congrès de Lyon. Je cite :

"Mais pour s'y mettre tous ensemble, il faut jouer le jeu, sans tricher. C'est-à-dire décider toujours ensemble, tous ensemble de tout : des revendications, des formes d'actions, du moment de l'action, de nos représentants dans les délégations, les coordinations, tout en gardant notre identité. Bien sûr, décider à la place des étudiants c'est parfois plus simple, mais ça n'est pas démocratique : c'est donc moins juste et finalement moins efficace pour engager l'action" (fin de citation).

En mettant en pratique son orientation, l'UNEF est tout à fait à l'aise. Car il ne s'agit pas pour nous de piloter ou de diriger, d'être devant et d'occuper les tribunes, la question pour nous est de mettre pleinement en oeuvre notre conception syndicale, d'être au service des étudiants, et de favoriser en permanence le développement de l'action.

La meilleure preuve c'est quand l'UNEF met en pratique toute son orientation, on obtient des résultats, on gagne sur nos revendications.

Toujours à Lyon nous faisons le constat, je cite : "pour autant avec l'aggravation des injustices, leur sentiment de révolte grandit. Et beaucoup ont fait ou peuvent faire l'expérience que l'action unit, le tout ensemble, c'est efficace.

C'est encore plus efficace quand on part réellement des préoccupations, des disponibilités de l'état d'esprit de chacun".

C'est ainsi que l'UNEF a su prendre toute sa place dans le mouvement contre le projet Jospin et dans les différentes luttes depuis. Et mesurons bien le résultat, les acquis qu'on a pu gagner grâce à la mise en application de cette orientation et le rapport de force que l'on a pu créer.

Nous sommes au 2/3 des discussions sur les arrêtés. Arts, Sciences, Techno et Sciences Humaines ont déjà été discutés au CNESER, prochainement ce sera le tour des filières Lettres et Droit.

D'ores et déjà, le premier constat que l'on peut tirer, c'est le recul sur toutes les mesures négatives qui existaient dans le projet Jospin, et sur lesquelles les étudiants se sont fortement mobilisés :

- abandon des réductions d'horaire,
- abandon du diplôme bidon de fin de première année (CEU),
- abandon de la suppression de filière.
- abandon des restrictions de redoublement, en 2^e cycle.

Dans le même temps, de nombreuses garanties nouvelles sont acquises, certaines allant même au-delà de ce qui existait dans les textes de 1973.

Pour certaines filières, c'est le pourcentage, plancher d'heures de TD et de TP de 50 % qui constitue une réelle avancée, en particulier pour certaines filières Arts, où il n'y avait rien.

C'est l'introduction de l'apprentissage d'une langue vivante en 1^{ère} année et de la maîtrise de l'outil informatique. Ces deux mesures répondent à la fois aux exigences du monde moderne et à celle des étudiants. Pour rappel au 1^{er} trimestre, plusieurs AGE ont mené des luttes sur le maintien d'une option d'Anglais en 1^{ère} année ou par sa création (Nice, P1). Ou encore Poitiers pour l'informatique. Pour autant gagner dans le texte, il va falloir se battre que cela devienne du concret et que cela ne reste pas qu'une idée généreuse.

Sur l'aide sociale, de nombreuses choses ont été gagnées et tout particulièrement dans la dernière période lors de la session parlementaire. En effet, les députés, sur proposition du groupe communiste, ont voté toute une série de mesures telles que :

- 1) Revalorisation des bourses et du nombre de boursiers (+ 11%).
- 2) Confirmation de l'exonération de tous les droits universitaires par les boursiers (100 millions).
- 3) Création de 500 allocations d'IUFM.

De même, lors du bilan du PSE, Lang a annoncé 100 Frs de revalorisation par mois pour les boursiers franciliens afin de tenir compte du transport.

Ces acquis ne sont pas à mettre sur le dos d'une quelconque générosité, mais ils sont le fruit des luttes. Deux exemples : En novembre, le secteur Parisien de l'UNEF décide de mener en grand la bataille sur le 50 % sur la carte-orange. Affiches, délégations, inter en amphi, 10 000 pétitions signées. En décembre, J.Lang annonce une première mesure avec une revalorisation de 100 F/mois pour les boursiers parisiens.

Droits d'inscription. En octobre l'UNEF lance publiquement la bataille sur les 10% d'exonération, des initiatives sont menées, quelques AGE de l'UID mènent aussi la bataille sur les droits supplémentaires. J.Lang est contraint de rappeler aux universités les bornes à ne pas dépasser. A Montpellier, 140 exonérations sont gagnées, soit 90 % des dossiers déposés. Nice, Paris VIII, Toulouse, Aix, Orléans, dans un grand nombre de facs, l'UNEF

est à l'offensive sur cette question bousculant les habitudes des administrations et il faut continuer à se battre pour débloquer.

Une parenthèse ici sur l'Unef-ID. On a pu le remarquer, cette organisation a une attitude un peu plus syndicale, et tend à revoir dans le bon sens certaines de ses positions. C'est le cas par exemple sur les prêts bancaires.

Je pense qu'on peut s'en féliciter, car tout ce qui va dans le sens de l'intérêt des étudiants ne peut que nous satisfaire. Bien sûr, on le sait, d'énormes remous traversent l'Unef-ID. Cela relève du débat interne de celle-ci et c'est avant tout aux adhérents de l'Unef-ID de régler leur problème. Pas question pour l'UNEF d'intervenir dans ce débat.

Pas question non plus de faire preuve de sectarisme à l'encontre des militants de l'Unef-ID qui redécouvrent les vertus de la lutte revendicative.

Sans être trop naïfs sur les motivations des uns et des autres, ayons en permanence, en tête que nous n'avons pas le monopole de l'action revendicative. Et c'est tant mieux. Plus le mouvement est large, mieux c'est. Et ce qui doit nous motiver quasi-exclusivement, c'est l'intérêt des étudiants.

Enfin sur la question de l'unité syndicale, je voudrais juste rappeler ce qu'on disait là-dessus à notre congrès.

"Ne donnons d'illusions à personne : ce qui compte c'est le rassemblement des étudiants. L'unité syndicale on est pour, mais à condition de partir des revendications par tous les étudiants et non pas de décisions d'Etat-Major".

Cela reste plus que jamais valable.

On le voit, aujourd'hui plus que jamais, le gouvernement est sensible au rapport de force. Et demain quel que soit le gouvernement, que le ministre se nomme Jospin, Lang ou Monory, une chose va compter. C'est dans chaque UFR, dans chaque filière le rapport de force que nous serons en capacité de construire, c'est les luttes que nous faisons éclore.

N'hypothéquons pas sur un quelconque changement de majorité parlementaire, sur une radicalisation de la crise, sur une éclosion spontanée des luttes. Ne restons pas l'arme au pied.

L'action que l'on va développer les prochains jours, constituera un élément de pression pour toutes les formations politiques avant et après Mars.

Et je tiens à attirer l'attention du CN là-dessus, ne réfléchissons pas en terme d'échéance d'une part parce-que la défense des étudiants c'est au quotidien et que cela n'attend pas, d'autre part réfléchissons avant tout en terme de rapport de force.

Ce qui compte et qui comptera c'est la présence et l'activité de l'UNEF sur le terrain. La question peut alors se poser ; est-ce possible ? Dans nos universités, aujourd'hui peut-on

rassembler, engager la lutte, peut-on gagner sur des revendications. En d'autres termes, existe-t-il un potentiel revendicatif à l'Université ?

Sans détour et en tenant compte de la situation de chacun, je répondrais oui, en prenant 2 données qui donnent une indication sur le rapport de force à l'université :

- 1 - Les élections,
- 2 - notre orga.

- Les élections tout d'abord -

L'an dernier lors des élections au CA, pendant et après le mouvement contre le projet Jospin, l'UNEF a bénéficié d'une véritable dynamique. Avec des progrès très révélateurs comme à Poitiers (x3), Tours (x5), Aix 1. D'une manière générale, l'UNEF progressait de plus de 800 voix sur un total de 30 élections.

Cette dynamique-là, on la retrouve cette année, là où l'on a mené une bataille sur le vote Unef, vote de riposte avec par exemple, Mulhouse 250 après 10 jours d'existence de l'AGE, Bordeaux x7 et Lyon 3x4.

De manière globale, sur 13 universités comparables, l'UNEF passe de 2904 à 3759, soit plus 800 et l'UID de 3229 à 3419 (+190).

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. L'UNEF est en train de redevenir la première force syndicale. Il ne s'agit pas pour autant de considérer cela comme la victoire de notre chapelle, mais bien celle des étudiants qui ont fait le choix de riposter et de se doter d'élus efficaces, combattifs et rassembleurs.

Ces élections sont un atout, un tremplin pour la riposte et elles participent à la construction d'un rapport de force.

L'UNEF première force étudiante, c'est un élément qui compte, c'est un point d'appui déterminant pour gagner sur nos revendications.

Nous le savons, nous sommes les seuls à allier nos discours à nos actes pour moins de sélection et plus de justice sociale. Le gouvernement aussi le sait, et tient compte de cet élément.

L'UNEF doit poursuivre sa progression ; c'est une condition pour la prise en compte des revendications étudiantes.

Un mot sur les CROUS, l'UNEF a un poids nouveau et cela ne plaît pas à tout le monde. Aussi, le gouvernement veut reporter les élections Conseil d'Administration, des CROUS au mois de décembre.

Cette mesure remet en cause le fonctionnement démocratique des CROUS en créant de fait, une situation où beaucoup de CA risquent de ne plus avoir de représentant étudiant pendant plusieurs mois. Cela n'est pas possible et j'invite les directions d'AGE et nos élus aux

CROUS à faire connaître leur exigence d'un renouvellement des CA avant la fin de l'année universitaire.

Construire avec les étudiants un rapport de force tel qu'il joue franchement en faveur de nos intérêts, cela est lié aussi au nombre d'adhérents que compte l'UNEF.

Il s'agit d'une question de fond :

A l'UNEF, nous sommes persuadés que rien de bien ne peut se faire sans les étudiants, sans que les premiers intéressés prennent leurs affaires en main.

C'est pourquoi nous considérons la question du renforcement de l'UNEF comme une question déterminante pour la force du mouvement étudiant.

D'ailleurs, nous ne sommes pas les seuls. L'administration, le ministère prennent aussi cette question très au sérieux, en prônant tant qu'ils le peuvent les solutions individuelles, en dénigrant les organisations syndicales.

Au coeur de l'enjeu, c'est le nombre d'étudiants qui s'organisent pour riposter aux mauvais coups.

Or, dans cette période, tout montre qu'il existe de réelles possibilités de renforcement de l'UNEF.

D'une part, des milliers d'étudiants n'en peuvent plus. Beaucoup se disent prêts à agir s'ils sentent que cela est efficace. D'autre part, nous avons su créer des liens profonds avec de nombreux étudiants qui reconnaissent en l'UNEF, une force utile pour la défense de leurs intérêts.

Notre influence a progressé de façon significative, comme le montrent entre-autre, les résultats des élections. Dans cette situation, tout nous pousse à être franchement offensifs sur le renforcement.

En clair, il nous faut passer une étape : Passer du stade où de nombreux étudiants ont de la sympathie pour l'UNEF parce-qu'ils la reconnaissent comme une force utile, au stade où ils s'en emparent totalement comme leur outil, leur syndicat, qui leur appartient pleinement, et qui leur permet de se faire entendre.

Voyons combien cela donnerait de la force au mouvement étudiant, combien cela serait de nature à faire pencher le rapport de force du bon côté. Ainsi, à PVIII, St Denis, 800 étudiants sont à l'UNEF. C'est une force considérable qui permet d'intervenir sur de multiples questions, d'amplifier partout, dans chaque filière, le niveau de la riposte.

Sachons bien voir qu'il n'y a pas de micro-climat à "PVIII St Denis", et que ces étudiants ne sont pas différents de ceux des autres campus.

Dans les semaines qui viennent, le nombre de facs où nous engagerons cette discussion franchement avec les étudiants, de façon massive, c'est un élément essentiel du bras de fer

engagé avec le ministère. Pour beaucoup, il tient à nous de permettre à des centaines d'étudiants de nous rejoindre.

Faisons partager cet enjeu largement dans nos AGE, et permettons à chaque adhérent de l'UNEF, de contribuer à cette grande bataille de renforcement que nous voulons amplifier.

III - POUSSER L'AVANTAGE

On le voit, c'est le moment de pousser l'avantage, c'est le moment pour l'UNEF d'accélérer la riposte, de développer un rapport de force plus franc en faveur des étudiants.

Avant de voir les moyens dont nous disposons pour cela, je voudrais vous proposer ce que peuvent être nos axes d'interventions, nos axes de batailles, pour les semaines et les mois à venir.

1) Sur la rénovation pédagogique, tout d'abord :

Une évidence, plus que jamais le gouvernement fait preuve d'une très grande fébrilité, et il est très sensible au rapport de force et à tout ce qui peut provoquer des remous.

Il n'a pas abandonné ses objectifs, les points inadmissibles qui demeurent dans le projet Lang, sont là pour en attester. Il n'a pas l'intention de mettre un terme au désengagement financier de l'Etat, et le budget 93, là aussi le démontre.

Par contre, il ne peut faire l'impasse sur les exigences et les aspirations des étudiants. Mesurons bien ce qui a avancé. Mesurons le fait que les choses ne sont pas figées et que tout au contraire, à partir des points acquis, il faut pousser notre avantage plus loin et gagner sur tout un ensemble de revendications.

Aujourd'hui, grâce au rapport de force qu'on a su imposer avec les étudiants, on a gagné sur la question des horaires. Non seulement le maintien, mais un accroissement pour certaines filières, (Art et 2^e cycle de Sciences-Humaines) on a gagné le maintien de nombreuses filières, la création d'autres ; Danse par exemple.

Les filières concernées par les mesures positives ne le sont pas au hasard, Art, Arts plastiques, Danse, c'est des filières où de nombreuses luttes ont été menées au cours des dernières années ; où l'existence même de ces filières a fait l'objet de batailles continues, tant sur les chaînes d'inscription que durant l'année universitaire. Et plus que jamais, ce qui va compter dans les semaines à venir c'est le nombre de filières où l'UNEF va intervenir, va interpeller les étudiants pour leur faire partager ce qu'on a gagné, mais aussi ce qui se prépare. Au hasard :

- *Paris VIII* : pas de session d'examen en septembre pour de nombreuses filières, est-ce normal ?
- *Poitiers* : remise en cause des licences conditionnelles, est-ce normal ?
- *Orsay, Jussieu et toutes les universités scientifiques* : risque de regroupement des 2nds cycles avec la suppression de certaines filières. Est-ce que les étudiants sont d'accord ?
- *Paris I* : Arts Plastiques. Quel est l'avis des étudiants sur ce qu'on leur propose ?
- *Toulouse II* : Psycho. Quel rôle l'administration veut faire jouer au tuteur ?
- *Lyon II* : l'avenir du Deug Culture et Communication, la session de rattrapage ?

Voilà, j'arrête là ce très rapide tour d'horizon, mais on le voit, on peut intervenir sur toutes les questions, on a des revendications et les étudiants aussi. La question pour nous maintenant c'est d'être audacieux dans notre volonté de donner la parole aux étudiants.

Lancée au premier trimestre, cette campagne n'a pas eu tout l'écho suffisant. Pourtant, imaginons ce que dans le contexte actuel, peut donner 5, 10, 15, 20 AG d'étudiants qui décident de s'exprimer sur la rénovation !

La balle est dans notre camp. A nous de nous en saisir !

Dans le cadre de cette campagne sur la rénovation pédagogique, le Bureau National vous propose que l'UNEF s'associe à l'organisation de la manifestation nationale du 7 février à l'appel du Snesup-Snes, snu ipp et Snep ; "pour imposer la prise en compte des propositions des personnels et usagers pour modifier les réformes en cours ainsi que de leurs exigences de moyens complémentaires en particulier pour la prochaine rentrée".

Cette manifestation peut constituer un moment fort de la riposte étudiante.

2) **L'aide sociale** : les revendications sont multiples car c'est un des terrains où il y a le plus d'exigences de la part des étudiants et le plus d'attaques. Cela doit renforcer notre détermination à multiplier nos interventions sur toutes ces questions. La multiplicité des coups portés, le champ immense de problèmes sur lesquels il faudrait s'exprimer, donnent parfois le sentiment qu'on ne sait plus par quel bout le prendre. Pour donner toute sa force à notre intervention, pour lui donner une véritable cohérence, le Bureau National vous propose 5 grands axes de revendications ; plus une initiative un peu plus particulière.

- 1) Exonération et remboursement des droits d'inscription illégaux :

En lançant la campagne sur les 10 % d'exonération des droits d'inscription, on a pu vérifier combien ceux-ci pesaient dans le budget étudiant. Aussi, on se propose de poursuivre cette campagne en l'élargissant au remboursement des droits d'inscription illégaux comme s'y est engagé J.Lang lors de la discussion parlementaire.

- 2) Revalorisation des bourses et augmentation du nombre de boursiers :

Le ministère en a fait lui-même le constat, aujourd'hui il faut 25 % de boursiers. Le CNOUS (involontairement) en a fixé le montant en considérant que le budget minimum pour un étudiant est de 3000/mois, à partir de là nous pouvons avancer deux revendications immédiates :

- a - revalorisation du 5^e échelon à 35000 frs contre 17000 aujourd'hui,
- b - 25 % de boursiers (+200 000).

Et une exigence, cela dès la rentrée.

- 3) 50 % de réduction sur l'ensemble des transports :

D'après le Credoc, le transport rentre pour près de 20 % dans le budget d'un étudiant ; c'est énorme. Aussi, le 50 % de réduction est une exigence forte qui répond à un souci de justice. Certaines villes l'appliquent déjà, d'autres pratiquent des réductions plus ou moins importantes, le reste rien du tout. Aussi, proposons de faire une mesure générale concernant tous les étudiants et tous les transports.

- 4) Droit au logement en Cité-universitaire :

Chaque année, au moins 200 000 demandes sont refusées. Le CNOUS lui-même, estime à 15 % (300 000) étudiants qui doivent être logés en cité-U. Exigeons la construction de cités-U et des mesures immédiates de réquisition des logements inoccupés, en particulier sur Paris.

- 5) Egalité des droits étudiants-étrangers, étudiants-français :

On le voit chaque jour, les mesures d'expulsion administratives et sociales se renforcent dans les universités et les CROUS. Les premiers jouant de plus en plus un rôle de relais des préfectures.

La réaffirmation de l'exigence d'égalité des droits entre étudiants étrangers et français doit être réaffirmée. C'est le sens de l'appel de l'UNEF à participer à la manifestation anti-raciste et contre les exclusions du 6 février. Cette manif doit être un moment fort de la solidarité étudiante entre étudiant français et étudiant étranger.

Un moment fort pour réaffirmer l'exigence de voir abroger la loi Joxe-Pasqua, la circulaire Marchand et toute autre circulaire, instaurant des inégalités ainsi que l'exigence de délivrance automatique de la carte de séjour sur présentation de la carte d'étudiant.

Une parenthèse sur la situation internationale. Dans cette période difficile où les va-t-en-guerre de tout poil jettent de l'huile sur le feu, il nous faut sans cesse dénoncer le drame que constituent les guerres. La Paix ne peut sortir de la bouche d'un canon. Irak, Palestine, Bosnie, il faut tout faire pour que les conflits se règlent par la négociation. L'escalade dans la guerre et dans l'horreur, ne saurait rien régler.

A l'heure où les Rambos de pacotille s'imaginent déjà défiler sur la 5^e avenue, faisons en sorte que l'UNEF prenne toute sa place pour faire avancer l'exigence de paix et de solution négociée.

- 6) Le droit à la santé : Une initiative particulière.

On a fait le constat ici-même à plusieurs reprises, sur les problèmes de santé étudiante, sur le phénomène de démutualisation. La raison on la connaît, outre l'attitude de l'Etat c'est aussi celle de la MNEF pratiquant une santé à plusieurs vitesses où la qualité des soins est liée à l'épaisseur du portefeuille.

On a fait le constat aussi de l'attitude et du rôle de la MNEF dans la promotion des mesures visant à privatiser l'aide sociale. La MNEF est ainsi le principal instigateur des prêts bancaires, des tickets repas en lieu et place des RU, des Résidences privées, de la majorité santé à 18 ans.

Et pourtant, créée à l'origine pour défendre les étudiants et assurer leur couverture santé, la MNEF, depuis une décennie, est tout devenue, une assurance privée, marchand de sommeil, banque... tout sauf mutuelle. Et ça c'est inacceptable. Inacceptable qu'on dépouille les étudiants de leur mutuelle, inacceptable les mascarades que sont devenues les élections au CA de la MNEF.

Toutes ces raisons amènent le BN à faire la proposition au Collectif National de la mise en place d'une commission d'enquête sur la MNEF et son fonctionnement actuel.

LES MOYENS QUE L'ON SE DONNE !

On le voit, on peut nourrir une ambition énorme pour l'activité de l'UNEF dans la période immédiate. Comment y parvenir ? A cette question, nous avons un outil formidable dont nous n'utilisons pas suffisamment toutes les possibilités. Ce sont nos associations.

Proches des étudiants, elles sont le mieux à même pour intervenir. Cela, d'autant plus qu'avec la rénovation pédagogique, ce qui va compter c'est notre capacité à agir là où se posent les problèmes. C'est-à-dire les UFR ! C'est dans les UFR que la réforme a commencé à s'introduire. C'est dans les UFR qu'on doit amplifier la riposte.

Et pour se faire, le plus efficace c'est de passer par les copains de la filière, de les réunir, de discuter avec eux des problèmes qu'ils rencontrent et de voir qu'elle initiative on peut avoir.

A deux ou trois dans une filière, nous pourrions lancer les choses, nous adresser aux étudiants de nos amphis, leur proposer d'agir avec nous. Cela d'autant plus que nous ne sommes pas dépourvu.

Nous avons 3 points d'appui :

- a - nos adhérents,
- b - nos élus,
- b - Nouveau Campus,

a - Nos adhérents : C'est la force et la richesse de l'UNEF à la condition de leur donner toute leur place dans le syndicat. A la condition de les associer, de les faire participer de les informer sur tout ce qui concerne l'activité de leur association.

Evidemment, cela exige un effort important et quotidien. Evidemment, c'est parfois plus simple de décider avec les plus militants, on a l'impression que c'est plus efficace.

Et pourtant, d'une part, décider à quelques-uns c'est une entrave à la vie démocratique de l'UNEF. D'autre part, c'est bien peu efficace. Car la force de notre syndicat, ce sont les milliers d'adhérents qui chaque jour, vont en cours, et sont en contact avec des dizaines de

milliers d'étudiants. Leur donner la possibilité de prendre toute leur part dans la vie du syndicat, c'est aussi leur donner la possibilité, chacun à sa manière d'intervenir dans son cours ou son amphi, et ça c'est une force. Démultiplier par 10, 20, 50 ou 100 notre détermination, c'est un atout majeur dans la riposte à l'université. Pour cela il ne faut pas parer au plus pressé mais avoir sans cesse la volonté de faire avec nos adhérents, avec nos associations.

Cette question m'amène tout naturellement à parler de la remise de carte.

Rendre l'UNEF toujours plus la propriété de ses adhérents passe par aller jusqu'au bout de la remise de carte, dans toutes les assoc. Nous devons y mettre beaucoup de détermination, mais pas un adhérent ne doit rester de côté.

En ce mois de janvier, cela nécessite de prendre des dispositions particulières pour recontacter tout ceux qui ne l'ont pas encore été. Allons-y sans complexe : notre démarche n'est pas administrative.

Remettre sa carte à un adhérent, c'est lui proposer de prendre toute sa place dans l'UNEF, dans le cadre des batailles qu'on engage, mais aussi à partir des problèmes qu'il rencontre... C'est voir avec lui comment son syndicat peut lui être tout de suite pleinement utile.

Où dans le cadre de la réforme, en voyant comment on intervient dans sa filière pour décider avec les étudiants. Cette démarche, qui consiste à ce que l'UNEF soit vraiment la propriété de ses adhérents, nous voulons la pousser le plus possible. C'est la démarche qui nous anime aussi dans le renforcement.

L'UNEF, utile à ses adhérents pour se défendre, peut le devenir pour des centaines d'autres étudiants, pourvu qu'on leur propose d'y prendre leur place.

A tous ceux qui en ont marre, qui veulent se bouger, nous disons : "L'UNEF, c'est ton syndicat. C'est un outil formidable pour se faire entendre, pour riposter et faire respecter ses droits. Et notre grande force, à l'UNEF, c'est notre nombre. Alors toi aussi rejoins-nous !"

Poser cette question en très grand, à des centaines d'étudiants, c'est créer les conditions pour devenir le syndicat de masse dont les étudiants ont besoin. C'est pourquoi il nous faut décider de mettre cette question au coeur même de notre activité dans les semaines qui viennent.

Dans beaucoup d'endroits, cela va constituer une démarche nouvelle, et il y aura sûrement des blocages, des difficultés qu'il nous faudra dépasser. N'hésitons pas à en discuter à confronter nos expériences, en commençant aujourd'hui avec ce Collectif.

L'objectif que propose le BN, d'être 5000 adhérents d'ici les vacances de février, répond, au vu de tout ce que je viens de dire, au niveau de la riposte qu'il nous faut impulser à l'université.

Pour aider toutes les AGE à avancer dans ce sens, le BN propose d'organiser un vaste échange inter-fac, en profitant des vacances de février. Cet échange inter-fac aurait pour objectif que l'on se tourne en grand vers les étudiants, et d'intégrer à cette campagne le maximum d'adhérents. Dans ce cadre, je vous invite à faire connaître le plus rapidement possible les dates des vacances de vos AGE au secteur orga.

b - Nos élus : Dans cette période inédite, la présence des élus de l'UNEF s'avère plus importante que jamais. Regardons un peu derrière nous. Mesurons bien l'utilité de nos élus et ce que cela représente en terme de possibilités de développement de luttes. Un exemple récent : la réforme Jospin. Le rôle des élus UNEF au CNESER pour informer, faire circuler les textes... a participé au mouvement des luttes. Il en est de même au niveau local pour informer les étudiants de la suppression des luttes. Il en est de même au niveau local pour informer les étudiants de la suppression d'une licence, d'une note éliminatoire à l'examen...

Justement, ce que nous voulons, c'est des élus pour informer les étudiants des mauvais coups qui sont décidés, et qui soient à même d'aider à décider de la riposte.

Savons-nous utiliser l'atout que constituent nos nombreux élus ? Force est de constater que, bien souvent, ils se "débrouillent" un peu tout seuls.

Ce dont nous avons besoin, c'est que dans nos assoc., après avoir été informés des mauvais coups, on débattre, on discute des initiatives à prendre. Qu'on décide des invasions de conseil qu'on décide des délégations (au conseil) qu'on rédige des motions que l' élu présentera qu'on porte des pétitions (au conseil). Tout cela contribue à renforcer l' élu dans ces actions à faire pencher le rapport de force en notre faveur.

Toutes ces initiatives ont de multiples fois fait preuve de leur efficacité. Et c'est utile car nous pouvons gagner ainsi des améliorations à nos conditions d'études et l'application de droits nouveaux...

Avoir des élus offensifs c'est souhaitable et c'est possible. C'est possible si leur activité amène des actions. Nous ne pouvons nous contenter d'avoir des élus qui ne font qu'écouter ce qui se passe. Il nous faut intervenir et gagner des choses et cela ne dépend pas que de l' élu, cela dépend surtout de l'assoc. C'est avec cette idée que l'on pourra beaucoup gagner d'améliorations à la réforme Lang, UFR par UFR, fac par fac comme au CNESER. C'est le rapport de force qui nous permet de gagner des choses.

Et c'est aussi pour cela que la question du nombre de nos élus, de notre influence n'est pas une petite question.

L'UNEF : première force syndicale ? Des progrès en influence, un courant fort d'expression d'un ras-le-bol et de volonté de changements dans notre vie d'étudiant et c'est déjà des points marqués en faveur des étudiants. C'est bien dans cet esprit que nous devons travailler à faire progresser notre organisation (en terme électoral) et à faire en sorte que nos élus soient plus utiles encore.

c - Nouveau Campus : Dans cette bataille nous avons un outil précieux : je veux parler du Nouveau Campus.

Prenant en compte le potentiel d'un journal étudiant "pas comme les autres", dénonciateur des attaques contre nos études et nos droits, écho des luttes et des revendications étudiantes, le Collectif National du 26 septembre dernier s'était donné l'objectif de faire du Nouveau Campus, une publication régulière et à grand tirage. Le 1er numéro de la nouvelle série est sorti le 10 novembre, conformément au souhait exprimé par le même CN.

Nouveau venu dans la presse étudiante, sa sortie a constitué un évènement que, parfois, nous sous-estimons. Partout où il a été diffusé, le Nouveau Campus a été très bien accueilli.

Il est vrai qu'aucun autre journal n'a pointé aussi précisément les problèmes de la rentrée, qu'aucun autre n'a dénoncé aussi vivement l'hypocrisie du ministère, tout en indiquant que "gagner, c'est possible", que faire autrement et tous ensemble, c'est ça la modernité.

Le Nouveau Campus est un outil précieux, je le disais à l'instant, et précieux à plus d'un titre.

- d'abord, il nous permet de faire connaître l'expression de l'UNEF d'une manière originale et parfois inédite.
- Il nous permet aussi d'avoir une intervention dans des secteurs où nous n'allons pas traditionnellement.
- C'est également un moyen efficace d'intégrer des adhérents qui s'investissent moins sur d'autres initiatives.

Mais c'est surtout sur 3 aspects de son utilité que je voudrais insister :

- Notre journal peut nous aider beaucoup dans notre bataille financière. Vous avez remarqué qu'un prix était indiqué sur la UNE.

Cela ne veut pas dire qu'on doit restreindre sa diffusion, mais cela nous permet de demander une participation financière plus facilement. De plus, ce n'est pas un journal gratuit financé par la pub.

Il coûte 50 centimes par exemplaire. Facturé à prix coûtant aux AGE, le bénéfice retiré de sa diffusion est facile à calculer.

D'autant plus que les étudiants donnent souvent plus de 2 F. Ce sont donc des centaines de francs qu'on peut collecter avec le Nouveau Campus.

- Autre aspect de son utilité, c'est sa capacité à animer le renforcement.

De nombreux étudiants ont rejoint l'UNEF grâce au Nouveau Campus. Soit lors de sa diffusion, comme à Aix ou à Limoges par exemple, soit en renvoyant le talon d'adhésion. Je tiens à signaler que des dizaines d'adhésions ont été réalisées par ce biais.

- Enfin, le Nouveau Campus est également une aide efficace et utile dans nos batailles.

***Utile**, on l'a vu avec l'écho énorme qu'a eu la rubrique consacrée à l'exonération des droits d'inscription. Des tracts en ont même été tirés par les assocs, à Aix, Lyon II, PVIII, notamment.

Un succès qui s'est traduit par une explosion du nombre de demandes.

***Efficace**, dans l'animation de la bataille "Prenez la parole", avec le modèle de feuillet de revendication accompagnant l'article.

Juste un exemple : le Nouveau Campus a reçu la "synthèse des réclamations des étudiantes en BTS Bureautique et Secrétariat du Lycée Recamier de Lyon". A partir du Nouveau Campus, elles se sont réunies et ont discuté ensemble de ce qui va et ne va pas dans leur section.

A noter tout de même : personne n'avait été diffusé le Nouveau Campus dans ce BTS. C'est bien la preuve que notre influence déborde largement le cadre de nos interventions habituelles !

- LA TRESO -

Campagne sur la rénovation pédagogique, campagne sur six revendications clés pour l'aide sociale, élections, renforcement. On le voit nous pouvons être très ambitieux pour l'activité de l'UNEF.

Ceci dit, des impératifs qui conditionnent tout le reste, c'est notre activité trésor. Mais avant d'aborder cela, une remarque préalable.

Le gouvernement vient de décider de doubler les subventions accordées à la formation des élus. Le gouvernement ne double pas la subvention de l'UNEF, mais celle du Centre de Formation des Elus de l'UNEF. Ces deux associations sont complètement distinctes. En effet, la subvention que nous allons recevoir ne peut servir uniquement à la formation des élus. Concrètement, le ministère verse de l'argent en décidant à la place de l'UNEF de l'utilisation de ses fonds.

En d'autres termes, l'édition d'une affiche, d'un tract, la sortie du Campus ou tout autre matériel ne peut être réalisée avec. Marc, Trésorier Administrateur de l'UNEF vous donnera tous les éléments cet après-midi, là-dessus.

Par contre, le problème du financement de l'activité de l'UNEF reste posé. Cela d'autant plus que la subvention de l'UNEF, elle, a été diminuée de 30 %. Pour faire face à cette situation, une souscription Nationale de 150 000 Frs a été lancée.

La question qui est à l'ordre du jour, ce n'est surtout pas de relâcher l'effort entrepris avec la souscription. Plus que jamais, atteindre les objectifs fixés est indispensable afin que l'UNEF dispose des ressources financières suffisantes et que nous ne devenions complètement autonomes vis-à-vis du gouvernement.

Durant le mois de décembre nous avons progressé, plusieurs AGE ayant pris au bon niveau cette bataille. Ainsi, les associations d'Insa, de Lyon III Doua et Quai, et de Lyon II disposent des bons de souscription et les font circuler, l'AGE de Poitiers a envoyé un courrier à tous ses adhérents pour leur faire part des difficultés rencontrées par l'UNEF et leur proposer de profiter des fêtes pour diffuser des bons de souscription, 850 frs déjà récoltés. De nombreuses AGE ont pris de telles dispositions.

C'est aussi Paris VIII qui a décidé d'envoyer une lettre, avec l'appel officiel du BN, aux 2000 enseignants de l'université pour qu'ils contribuent à donner à l'UNEF les moyens de vivre. C'est l'AGE de Rennes qui décide lors de son AG du 16 novembre 92 de tout faire

pour verser l'objectif de 2500 francs en faisant une priorité à la bataille financière. C'est l'AGE de Besançon qui a organisé avant les vacances une soirée étudiante leur permettant de réaliser 6000 francs de bénéfices, les copains décident de verser tout de suite 700 francs pour la souscription et 500 francs pour la part des cotisations non encore payées. C'est Montpellier qui a diffusé ses 500 journaux à 3 Frs l'exemplaire, et l'assoc de Lettre qui verse 500 Frs..

Oui, tout montre que c'est possible d'atteindre partout les objectifs proposés. Dans chaque association, mettons à l'ordre du jour dès le début janvier la bataille de la souscription. Le doublement de la subvention pour les élus n'est pas un cadeau du gouvernement pour l'UNEF et ne règle en aucun cas nos besoins de propa et de fonctionnement ; donc partout fixons-nous l'objectif comme à Rennes de faire de la souscription une bataille prioritaire.

La bataille de la souscription doit s'accompagner d'une activité de trésorerie plus régulière. En particulier sur 2 aspects :

- 1 - la cotisation
- 2 - La collecte.

Pour permettre à toutes nos structures d'avoir les moyens de leurs ambitions, le souci de l'activité financière doit traverser toute notre activité.

La réussite de la souscription est un enjeu pour le développement de l'UNEF et il faut passer une vitesse supérieure sur cette question.

Aussi, je vous propose que les membres du CN s'y engagent personnellement en donnant dès aujourd'hui une participation personnelle.

Chers camarades,

Vous le constatez, ce CN est d'une importance toute particulière dans le développement de la riposte à l'Université. Nous pouvons avoir légitimement de grandes ambitions pour la lutte revendicative à l'Université et la construction d'un syndicat de masse. Pour autant, rien n'est automatique, rien n'est acquis, rien n'est encore joué. La balle est dans notre camp, à nous de nous en saisir.

Motion déposée par l'AGE de Caen

L'UNEF par le choix de son Collectif National réaffirme son soutien aux étudiants étrangers de Caen pour la défense de leurs droits et l'abrogation de la circulaire Marchand et la loi Pasqua-Joxe.

Notre camarade marocain Matti régulièrement inscrit à l'université, menacé d'expulsion par la préfecture, doit obtenir sa carte de séjour dans les plus brefs délais.

1 abstention
Acceptée

23 janvier :

Le CN de l'UNEF a décidé de participer aux manifs du 23 janvier avec la JOC, le MJCF, SOS-Racisme, et le MRAP.

C'est un moment de rencontre et de débat avec des milliers de jeunes et d'étudiants et nous décidons de nous y rendre pour débattre sur la base de nos revendications avec l'ensemble des étudiants qui s'y trouvent.

Pour : 21
Contre : 0
Abs : 2
NPPV : 2

Vote du rapport :

Pour : 20
Contre : 0
Abs : 9
NPPV : 0

IUT : DANGER

Les IUT font l'objet d'attaques sans précédent. Diminution du volume horaire, suppression de filières, interdiction de poursuite d'études... C'est à une remise en cause sans précédent du contenu des formations et de la valeur des diplômes à laquelle nous assistons.

Sans plus tarder il faut intervenir dans ces filières, pour informer les étudiants sur ce qui se prépare et engager la riposte rapidement.

Le "Spécial IUT" du Nouveau Campus doit nous aider à le faire (tu trouveras ci-joint un modèle, il faut prendre les dispositions pour le diffuser massivement). Appuyons-nous sur nos adhérents en IUT pour distribuer le 4 pages, faire signer la pétition, les aider à multiplier les initiatives (Assemblée Générale, motions de CA, ...).

Sur cette question des IUT, une animation nationale se met en place pour rescencer les actions (nombre de pétitions signées, AG...) et apporter l'aide nécessaire.

Informes-nous rapidement de tout ce qui se fait sur ton AGE.

Amicalement.

Marie-Pierre VIEU
Secrétaire Nationale